



# Solidaires Finances Publiques

Du 29 novembre au 6 décembre, vous allez choisir celles et ceux de vos collègues de travail candidates et candidats pour siéger dans les instances de dialogue social que sont les CAP (commissions administratives paritaires) et les CT (comités techniques) et les CCP (commissions consultatives paritaires). Les futur.e.s élu.e.s vous représenteront, porteront votre voix, protégeront vos droits et défendront vos situations individuelles et collectives pendant les 4 prochaines années.

Face à la volonté des pouvoirs publics de vous désarmer, de vous ôter progressivement toute possibilité de vous défendre au travers de l'intervention de vos représentantes et de vos représentants, votre participation massive aux différents scrutins prend un sens tout particulier. En votant, vous marquerez votre attachement au fait syndical à la DGFIP, au ministère et à la Fonction publique et vous renforcerez la légitimité des syndicats.

**Ces élections sont les vôtres!**

**LA FORCE DU NOUS... !**

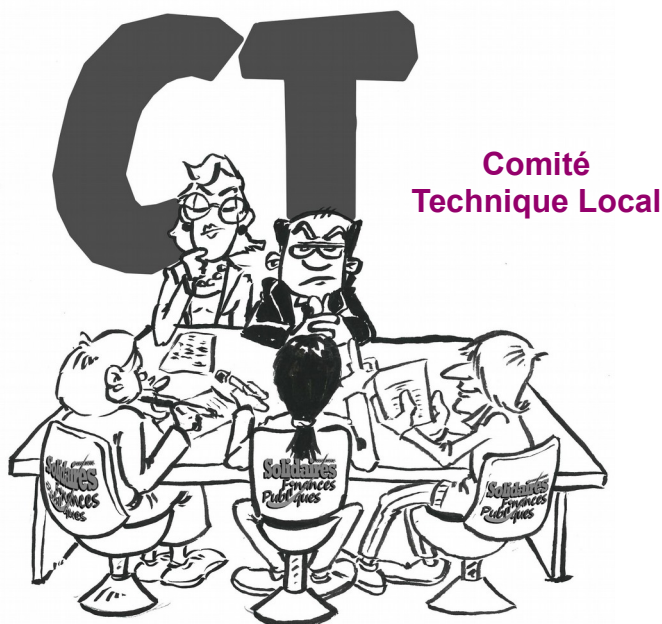
**VOTEZ!**

**Du 29 NOV. AU 6 DÉC.**

**2018 ÉLECTIONS  
PROFESSIONNELLES**

**SOLIDAIRES FINANCES**

**SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES**



### NOTRE BILAN

Malgré les difficultés rencontrées dans le fonctionnement des comités techniques, nous les qualifions souvent de chambres d'enregistrement, nous y apportons notre expertise et notre connaissance fine des missions et des conditions de leur exercice pour influencer sur les choix de l'administration. Au plan national, au CTR, notre « surface militante », notre présence dans l'ensemble des directions, au plus proche du terrain, le nombre important de nos adhérent.e.s, nous permet de faire valoir la réalité des services auprès de l'administration centrale... Et de faire bouger modestement les lignes. De la même manière, nos élu.e.s locaux s'appuient sur les analyses portées au plan national pour défendre les mêmes positions en adaptant leurs stratégies aux contextes locaux. Contrairement à ce qu'affirment certaines organisations syndicales mal-intentionnées, nous ne pratiquons pas la politique de la chaise vide. Nous participons activement au dialogue social quand nous estimons qu'il existe des marges d'évolutions. Dans le cas contraire, il nous arrive de ne pas siéger, Nous avons fait, depuis près de 20 ans, des questions relatives aux conditions de travail, une priorité. Nous y avons acquis une véritable expertise, reconnue et s'appuyant sur un réseau de spécialistes (ergonomes du travail, associations, organismes publics). Nous avons dépassé le stade des constats pour forcer l'administration à traiter des causes du mal-être des personnels, quand elle est centrée sur la gestion des conséquences. De la même manière, nos interventions sur les problématiques d'action sociale, tant au niveau ministériel que directionnel, portent souvent leurs fruits.

### Nos DÉFIS

Imposer à l'administration de mettre à l'ordre du jour les sujets qui intéressent directement les agents et

les agents. Comment : en imposant ces problématiques. Imposer à l'administration une véritable négociation en lieu et place du monologue social qui est devenu la règle. Comment : en cassant le ronron des instances, en obligeant l'administration, sans tomber dans la cogestion, à nous considérer réellement comme des partenaires sociaux, conformément au droit et à la constitution.

Prendre en compte l'avis des personnels, mais dans le respect des revendications construites par et avec nos adhérent.e.s et nos militant.e.s et en suivant toujours un principe directeur : l'intérêt général n'est pas et ne sera jamais la somme des intérêts particuliers.

Poursuivre notre combat pour empêcher la disparition des CHS-CT voulue par nos responsables politiques et administratifs. Poursuivre notre travail en matière de conditions de travail. Contraindre, y compris en allant devant les tribunaux, l'administration à respecter les prérogatives des CHS-CT, notamment en matière de restructurations.

Investir plus encore qu'aujourd'hui les problématiques de l'action sociale pour faire valoir les droits des personnels en la matière, qu'il s'agisse de restauration, d'hébergement, de loisirs ou de soutien financier.

**Solidaires Finances Publiques réclame l'ouverture d'un cycle de négociation sur l'avenir de la DGFIP et de ses agents en lien avec sa digitalisation : quelles missions, quels emplois, quelles structures, quels dispositifs de requalifications et de repyramidage des emplois ? Voilà les sujets que nous voulions aborder...L'administration préfère « réfléchir » seule dans son coin.**

### LES ENJEUX DU VOTE

Renforcer notre représentativité nationale et locale, tant à la DGFIP, qu'au ministère et qu'à la Fonction Publique

Obtenir des droits et des moyens de fonctionnement pour mieux vous représenter et vous défendre.

Être effectivement présent à tous les niveaux dans les instances en charge de l'Action sociale et des Conditions de travail.

**CTL-CTR-CTM  
Une élection, Trois  
scrutins  
Un seul vote  
SOLIDAIRES !**